

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Merlier

Prénom : Tom

Institution ou entreprise : Sciences po

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à travers différentes échelles ?
- Quel modèle social pour faire avec nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoir, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Repenser notre modèle de gouvernance et nos critères décisionnels pour une société durable, favorisant le bien-être social

Résumé de votre contribution :

Notre modèle de développement et de gouvernance basé sur les indicateurs de pilotage économiques tels que le PIB ont apportés de nombreux bénéfices sociétaux, mais sont désormais obsolètes et non viables. Ils ne rendent pas compte d'un délitement sociétale et d'une destruction environnementale. De plus, que deviennent ses préceptes dans un contexte de faible croissance ou nulle. Il est primordial de repenser notre modèle de gouvernance et ses critères décisionnels, les critères de préservation environnementaux et de bien-être de la population doivent être clairement énoncés et pris en compte dans le processus de décision de nos politiques. Ce dernier doit intégrer l'arbitrage entre les 3 capitaux socles d'une société durable et équitable. - Le capital naturel - Le capital social - Le capital économique Ce nouveau modèle de gouvernance intégrée devra s'appuyer sur les 17 objectifs ODD, mais également sur une redéfinition partagées des biens communs et de leurs écosystèmes tant biologiques et environnementaux (ex: zones humides, ressources

naturelles,...) que sociétaux (ex: système de santé, système de retraite,...). Ces définitions étant propre à chaque culture, chaque société et leurs systèmes de valeurs. Les biens communs devront être inscrit dans la constitution et devront sortir de toute logique de marché, de spéculation ou d'optimisation économique déraisonnable, conduisant à une absence de résilience et de durabilité (exemples: notre système de santé, la gestion de l'eau en Australie). Une démarche prioritaire et partagée, d'identification des biens communs les plus critiques à notre résilience devra être réalisée, notamment dans un contexte de changement climatique, d'augmentation des risques et de tensions sociétales

Repenser notre modèle de gouvernance et nos critères décisionnels pour une société durable, favorisant le bien-être social.

Notre modèle de développement et sa gouvernance essentiellement basé sur les indicateurs économiques tels que le PIB n'est plus viable tant sur du long terme, que sur du court terme. Les derniers événements, environnementaux (accélération des catastrophes et du stress climatiques) et sociétaux (grèves, tensions sociales, augmentation de l'équité,...), nous le démontrent quotidiennement depuis de nombreuses années. De plus que devient ses préceptes dans un contexte de faible croissance, voir de croissance nulle.

Il est primordial de repenser notre modèle de gouvernance et ses critères décisionnels, à tous les niveaux, afin d'intégrer dans nos processus de prise de décisions, un arbitrage démocratique et intégré, entre les 3 capitaux socles d'une société durable, résiliente et humainement équitable.

- Le capital naturel
- Le capital social
- Le capital économique

Ce nouveau modèle de gouvernance intégré devra s'appuyer sur les 17 objectifs ODD, mais également sur une redéfinition partagées (au niveau sociétal) de la notion de biens communs et de leurs écosystèmes associés tant biologiques et environnementaux (ex: zones humides, ressources naturelles telles que l'eau, zone littorale...) que sociétaux (ex: système de santé, système de retraite, modèle de production alimentaire...). Ces définitions étant propre à chaque culture, chaque société et leurs nouveaux systèmes de valeurs (décisions citoyennes).

Nos indicateurs principaux de pilotage et de prise de décisions, essentiellement économiques tels que le PIB, ont apportés de nombreux bénéfices à la société durant le 20^{ème} siècle, mais sont désormais obsolètes et ne rendent pas compte d'un délitement sociétale et d'une destruction de notre environnement. Des critères de préservation environnementaux et de bien-être de la population doivent être clairement énoncés et pris en compte dans la prise de décision et les arbitrages des projets et de nos politiques.

Exemple 1: Un projet de développement urbain impactant un écosystème et les services qu'il apporte à la société (ex: espace de bien-être, nourritures, diminution de la pollution, potentiels touristiques...) doit être clairement et démocratiquement discuté avec les différents acteurs. Si des déséquilibres sont démontrés entre les 3 capitaux ce projet devra être réprouvé, même si ses potentiels retombées économiques sont importantes. Précédemment, l'unique critère économique aurait garanti ce projet, ce ne doit plus être la norme.

Exemple 2: Projet de développement économique et l'installation d'une entreprise permettant une augmentation de la VA créée sur le territoire et de son PIB. Si ce dernier conduit à la création d'emplois précaires impactant la société et son capital social, ce dernier ne devra pas validé ou à minima ne pas être favorisé et autorisé sous certaines conditions de taxes

supplémentaires permettant la compensation des coûts portés par la communauté (ex: coûts aides sociales,...).

Les biens communs devront être inscrit dans la constitution et devront sortir de toute logique de marché, de spéculation ou d'optimisation économique déraisonnable conduisant à une absence de résilience et de durabilité (exemple récent: système de santé ou la gestion de l'eau en Australie et UK). Une démarche prioritaire et intégrée d'identification des biens communs les plus critiques à notre résilience devra être réalisée et partagée, notamment dans un contexte de changement climatique, d'augmentation des risques et de tensions sociétales(ex: eau, système de production alimentaire, le système de santé, ...)

Exemple: La gouvernance du bien commun/ressource Eau - plusieurs modèles de gestion existent, la régie (à faire évoluer de manière plus intégrée sur un territoire), la DSP et la logique de marché (cf. Australie, UK, Etats Unis). Dans un contexte de réchauffement climatique et de raréfaction de la ressource en eau, la gestion de cette dernière doit évoluer de manière plus démocratique et intégrée, en faveur du bien commun et en dehors de toute spéculation privative.

Un certain nombre de modèles scientifiques sur les capitaux naturels, des critères économiques et sociaux, des outils de comptabilité (ex: comptabilité triple) ont été développés et expérimentés ces dernières décennies, intégrant ces nécessaires rééquilibrages de l'économie avec les capitaux naturels et sociétaux. Sur base de ces travaux il est urgent de basculer sur leur intégration concrète dans nos processus décisionnels tant politique qu'économiques, et porter de nouveaux modèles de gouvernance étatique, territoriale et privé.

Merci pour vos avis et vos commentaires. Excellente journée à tous.

Tom Merlier

Complément:

- Comptabilité triple - travaux de Jacques Richard
- Capital naturel
 - Policy impacts of ecosystem services knowledge
<https://www.pnas.org/content/pnas/113/7/1760.full.pdf>
 - <http://www.ecosystemassessments.net/>
 - <https://cices.eu/resources/>
 - Conférence Yale - Introduction au capital Naturel
<https://environment.yale.edu/teeb/foundations/intro/>